

Mali : la crainte d'une crise post-électorale

AFRIQUE SUBSAHARIENNE 40 heures après le premier tour de la présidentielle, les deux favoris revendiquent des résultats contradictoires

La mise en garde était-elle prématurée ? « *Le Mali n'a pas besoin d'une nouvelle crise. Il a suffisamment à faire que pour se permettre une élection controversée* », confiait fin juin le patron de la Mission onusienne pour le Mali, Mahamat Salah Annadif, qui jouait les médiateurs pour convaincre l'opposition de ne pas boudier le scrutin. Elle soupçonnait le pouvoir de préparer « *une fraude massive* » pour la présidentielle du 29 juillet.

Mardi, 40 heures après la tenue du premier tour de ce scrutin, les craintes de l'ancien chef de la diplomatie tchadienne qui appelait à l'époque la classe politique malienne à aller vers « *une élection apaisée, transparente et aux résultats acceptés par tous* », ne semblaient pas exagérées. Alors que les Maliens attendaient la proclamation des résultats officiels, le camp du président sor-

tant, Ibrahim Boubacar Keita dit IBK, et celui de son principal rival, Soumaila Cissé dit Soumi, affichaient des postures qui n'annonçaient rien de bon pour le pays. Au contraire. L'attitude des deux parties, qui revendiquent des premiers résultats discordants, pourrait être dangereuse pour le Mali.

L'existence même de ce vaste pays ouest-africain était il y a cinq ans sérieusement menacée par une coalition de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda qui, dix mois durant, avaient occupé toute la moitié Nord. C'est une offensive militaire internationale dirigée par la France en janvier 2013 qui a permis aux Maliens de sauver ce qui demeurait d'un semblant d'Etat. Plusieurs milliers de Français, épaulés par autant de militaires onusiens et africains, sont d'ailleurs toujours présents dans le pays où ils s'em-

ploient à vaincre les divers groupes djihadistes, toujours actifs un peu partout dans le Nord et le centre du pays. Mardi, au moins quatre militaires maliens et huit djihadistes présumés ont été tués dans le centre du pays où une mission de sécurisation des opérations électorales est tombée dans une embuscade.

« Les candidats doivent faire preuve de mesure en évitant d'annoncer leurs propres estimations » LUE

S'ils ne s'enorgueillissaient pas d'une victoire dès le premier tour, les soutiens d'IBK assuraient que leur candidat était largement en tête du scrutin. De son côté, le directeur de la campagne de Soumi, Tiébilé Dramé, se disait « *en mesure de dire qu'il y aura un second tour* » et donc « *une mise en échec du projet présidentiel Toko*

Kélé ». Il dénonçait au passage des « *fraudes et des bourrages des urnes* » notamment dans les bureaux de vote situés dans le Nord et le centre du pays, où des actes de violence ont perturbé le scrutin.

Preuve que l'hypothèse d'une crise post-électorale est sérieusement redoutée, l'Union européenne, qui a dépêché sur place une mission d'observateurs dirigée par la députée italienne Cécile Kyenge, s'est empressée hier de demander aux différents candidats de « *faire preuve de mesure en évitant d'annoncer leurs propres estimations avant la publication des résultats provisoires par l'administration électorale* ». Selon la loi électorale, le ministre de l'Administration territoriale, à qui échoit cette charge, a jusqu'à vendredi pour proclamer les résultats. ■

LEMINE OULD M. SALEM